

4° les modalités de sous-traitance et l'identité des sous-traitants éventuels.

Est en outre mentionnée, la date à laquelle la Commission de la protection de la vie privée a émis son avis.

Art. 7. L'autorisation d'utiliser des informations obtenues en communication du Registre national pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude peut être retirée par Nous sur proposition motivée de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Elle sera en tout cas retirée selon la même procédure si les conditions prévues par l'article 5, alinéa 2, b, de la loi du 8 août 1983 et par le présent arrêté ne sont pas respectées.

Le retrait de cette autorisation entraîne l'obligation pour l'organisme qui en est l'objet d'effacer ou de détruire immédiatement les informations qu'il avait reçues en communication.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure,
M. DAERDEN

4° de voorwaarden van onderaanneming en de identiteit van de eventuele onderaannemers.

Wordt bovendien vermeld de datum waarop de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer haar advies heeft uitgebracht.

Art. 7. De machtiging tot het gebruik van de informatie die uit het Rijksregister meegedeeld werd voor de uitvoering van wetenschappelijke navorsings- en onderzoeksactiviteiten kan door Ons ingetrokken worden op een met redenen omklede voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Zij zal in ieder geval ingetrokken worden volgens dezelfde procedure als de voorwaarden voorzien bij artikel 5, tweede lid, b, van de wet van 8 augustus 1983 en bij dit besluit niet nageleefd worden.

De intrekking van deze machtiging houdt voor de betrokken instelling de verplichting in om de ontvangen informatie onmiddellijk uit te wissen of te vernietigen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 95 — 1049

[C — 292]

4 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant création du Bureau-conseil en organisation et gestion et portant diverses dispositions relatives au Corps des conseillers de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, notamment l'article 21;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1990 relatif aux conseillers de la Fonction publique;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1991 créant et organisant un Bureau-conseil en informatique;

Vu l'arrêté royal du 6 septembre 1993 relatif au Collège des Secrétaires généraux;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 52 du 31 mars 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur 1;

Vu l'avis du conseil de direction du Ministère de la Fonction publique;

Vu l'avis du Secrétaire permanent au recrutement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 1995;

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 95 — 1049

[C — 292]

4 APRIL 1995. — Koninklijk besluit houdende oprichting van het Adviesbureau voor organisatie en beheer en houdende diverse bepalingen betreffende het Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet; Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, inzonderheid artikel 21;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1990 betreffende de adviseurs van het Openbaar Ambt;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot oprichting en organisatie van een Adviesbureau voor informatica;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 september 1993 betreffende het College van Secretarissen-generaal;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het protocol nr. 52 van 31 maart 1995 waarin de conclusies worden vermeld van de onderhandelingen die gevoerd zijn in het Sectorcomité 1;

Gelet op het advies van de directieraad van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Vaste Wervingssecretaris;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 maart 1995;

Vu l'accord du Conseil des Ministres, donné le 17 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le Bureau-conseil en organisation et en gestion doit être d'urgence rattaché au Secrétariat général du Ministère de la Fonction publique compte tenu du rôle de ce Bureau, notamment en rapport avec le rôle accru du Collège des Secrétaires généraux dans la modernisation de la Fonction publique fédérale;

Considérant que le bon fonctionnement de ce Bureau nécessite une réorganisation de la carrière des informaticiens appartenant jusqu'ici au Bureau-conseil en informatique;

Que ces adaptations s'imposent d'urgence pour permettre au nouveau Ministère de la Fonction publique de s'organiser de manière définitive et de remplir le rôle qui lui a été assigné;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier.

Les missions des conseillers de la Fonction publique

Article 1er. Les conseillers de la Fonction publique ont pour mission :

1^o de remettre au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions des avis ou lui faire d'initiative des suggestions relatives à l'amélioration de l'organisation des services, de leur informatisation et de la gestion du personnel des administrations, des autres services de l'Etat et des organismes d'intérêt public visés à l'article 3 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique;

2^o de mettre au point à la demande du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou d'initiative, des instruments, méthodologies ou programmes d'actions tendant à améliorer la gestion des services publics;

3^o d'assurer tout contact utile :

a) avec tout service, son fonctionnaire dirigeant et l'inspecteur des Finances ou le Commissaire du gouvernement ou le Délégué du gouvernement y accrédité;

b) en particulier avec les secteurs tels que définis par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et qui sont concernés par les administrations, les autres services de l'Etat et les organismes d'intérêt public visés au 1^o du présent article;

4^o de répondre à des demandes de conseil en matière d'organisation des services, de leur informatisation et de la gestion du personnel des administrations, des autres services de l'Etat et des organismes d'intérêt public visés au 1^o du présent article;

Seules seront prises en considération, les demandes de conseil faites par le Ministre ou son délégué, ou par l'organe de gestion ou le délégué qu'il désigne.

5^o d'assurer l'exécution des mesures de coordination de la politique d'informatisation des services publics, en ce compris le secrétariat de la Commission consultative interdépartementale en informatique.

Art. 2. § 1er. L'objet et les modalités de la mission visée à l'article 1er, 4^o, sont fixés dans une convention signée par le ministre, ou le délégué qu'il désigne, ou l'organe de gestion, ou le délégué qu'il désigne, d'une part, et par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou le délégué qu'il désigne, d'autre part.

§ 2. Cette convention constitue un document de partenariat et fixe notamment :

1^o la nature de la mission, ses objectifs et son calendrier d'exécution;

2^o le temps de mise à disposition des conseillers de la Fonction publique;

3^o le support logistique offert par les services qui relèvent du ministre ou de l'organe de gestion concerné.

Art. 3. Les données recueillies au sein du service public concerné doivent être anonymes.

Les rapports de mission ne peuvent être communiqués qu'à l'auteur de la demande ainsi qu'aux autres autorités explicitement précisées dans la convention.

Les conseillers de la Fonction publique ne peuvent participer à la direction et à la gestion des services de la Fonction publique au sein desquels ils effectuent leur mission.

Gelet op het akkoord van de Ministerraad, gegeven op 17 maart 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Adviesbureau voor organisatie en beheer dringend moet worden aangehecht bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken, rekening houdende met de rol van dat Bureau, onder meer in verband met de versterkte rol van het College van Secretarissen-generaal in de modernisering van het federale Openbaar Ambt;

Overwegende dat de goede werking van dat Bureau de reorganisatie van de loopbaan van de informatici, die tot nu toe behoren tot het Adviesbureau voor informatica, vereist;

Dat deze aanpassingen dringend noodzakelijk zijn om het nieuwe Ministerie van Ambtenarenzaken in staat te stellen zich definitief te organiseren en de rol te vervullen die hem werd toebedeeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I.

De opdrachten van de adviseurs van het Openbaar Ambt

Artikel 1. De adviseurs van het Openbaar Ambt hebben als opdracht :

1^o aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren adviezen te geven of op eigen initiatief suggesties te doen met betrekking tot de verbetering van de organisatie van de diensten, de informatisering ervan en het personeelsbeheer van de besturen, van de andere staatsdiensten en van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 3 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken;

2^o op vraag van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren of op eigen initiatief de instrumenten, de methodologieën of actieprogramma's met het oog op het verbeteren van het beheer van de openbare diensten, bij te werken;

3^o elk nuttig contact te onderhouden :

a) met elke dienst, zijn leidend ambtenaar en de bij de dienst geaccrediteerde Inspecteur van Financiën of Kegeringscommissaris of Regeringsafgevaardigde;

b) in het bijzonder met de sectoren zoals bedoeld bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en die betrekking hebben op de administraties, de andere staatsdiensten en de instellingen van openbaar nut bepaald in 1^o van dit artikel;

4^o te antwoorden op aanvragen om advies over de organisatie van de diensten, over de informatisering ervan en over het personeelsbeheer van de besturen, de andere staatsdiensten en van de instellingen van openbaar nut bepaald in 1^o van dit artikel;

Enkel de aanvragen om advies van de Minister of zijn gemachtigde, of van het beheersorgaan of de door dit orgaan aangewezen gemachtigde, komen in aanmerking.

5^o te zorgen voor de uitvoering van de maatregelen tot coördinatie van het informatiseringsbeleid van de overheidsdiensten, met inbegrip van het secretariaat van de Interdepartementale Raadgevende Commissie voor informatica.

Art. 2. § 1. Het voorwerp en de modaliteiten van de opdracht, vermeld in artikel 1, 4^o, worden bepaald in een overeenkomst ondertekend, enerzijds, door de betrokken minister of de door hem aangewezen afgevaardigde, of door het betrokken beheersorgaan of de door dit orgaan aangewezen afgevaardigde, en anderzijds, door de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, of de afgevaardigde die hij aanwijst.

§ 2. Deze overeenkomst vormt een document van partnerschap en bepaalt namelijk :

1^o de aard van de opdracht, de doelstellingen ervan en het uitvoeringsschema;

2^o de duur van de terbeschikkingstelling van de adviseurs van het Openbaar Ambt;

3^o de logistieke steun die door de diensten van de betrokken minister of het betrokken beheersorgaan wordt geboden.

Art. 3. De in de betrokken openbare dienst verzamelde gegevens moeten anoniem blijven.

Van de verslagen betreffende de opdracht mag enkel kennis worden gegeven aan de indiener van de aanvraag alsook aan de andere overheden die uitdrukkelijk genoemd zijn in de overeenkomst.

De adviseurs van het Openbaar Ambt mogen niet deelnemen aan de leiding of het beheer van de diensten van het Openbaar Ambt waar ze hun opdracht vervullen.

Art. 4. § 1er. Pour l'exercice de la mission visée à l'article 1er, 4^o, les conseillers continuent à relever de l'autorité du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions. Toutefois, ils exercent leur mission en toute indépendance.

§ 2. La rémunération des conseillers de la Fonction publique reste à charge du budget du Ministère de la Fonction publique.

§ 3. Pour l'exercice des missions visées à l'article 1er, 1^o, 2^o, 3^o et 5^o, les conseillers exercent leurs missions sous l'autorité du Secrétaire général. Ils accomplissent leur mission dans l'indépendance complète.

Art. 5. Le Ministre arrête les objectifs et les orientations des travaux sur la proposition motivée du Secrétaire général et du Chef de Corps.

Cette proposition est soumise préalablement à l'avis du collège des Secrétaires généraux.

Le Ministre reçoit les rapports des missions définies à l'article 1er. Toutefois, pour les missions visées à l'article 1, 4^o, ces rapports ne sont communiqués que si cette communication est prévue dans la convention, visée à l'article 2.

CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté royal du 7 décembre 1990 relatif aux conseillers de la Fonction publique

Art. 6. L'article 1er de l'arrêté royal du 7 décembre 1990 relatif aux conseillers de la Fonction publique est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Il est créé, auprès du Ministère de la Fonction publique, un Corps de conseillers de la Fonction publique ci-après dénommé « Le Corps ». Ce corps est rattaché au Secrétariat général du Ministère de la Fonction publique et constitue le Bureau-conseil en organisation et en gestion.

§ 2. Le corps dispose d'un cadre définitif et d'un cadre de mission.

En dérogation aux dispositions du chapitre II du présent arrêté, les emplois du cadre de mission ne peuvent être occupés que par des agents qui répondent aux conditions suivantes :

- a) être titulaire d'un grade de rang 13 au moins;
- b) compter une ancienneté de 9 ans au moins dans le niveau 1;
- c) présenter, de l'avis conjoint du Secrétaire général et du Chef de corps, les aptitudes requises pour exécuter les missions définies à l'article 1er de l'arrêté royal du 4 avril 1995 portant création du Bureau-conseil en organisation et gestion et portant diverses dispositions relatives au Corps des conseillers de la Fonction publique.

§ 3. Les membres du personnel visés au § 2, alinéa 2 sont désignés pour une période définie par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, avec l'accord, selon le cas, du ministre concerné.

La désignation est renouvelable. »

Art. 7. L'article 4, alinéa 1er de l'arrêté royal précité est remplacé par la disposition suivante :

« Sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire général, la gestion journalière est exercée par un Chef de corps désigné par le Roi pour un terme de cinq ans sur la proposition du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Dans l'exercice de cette compétence, le Chef de corps traite directement avec le Ministre. »

Art. 8. L'article 7 de l'arrêté royal précité est remplacé par la disposition suivante :

« Les emplois de conseiller de la Fonction Publique sont exclus des droits de préférence accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement. »

Art. 9. L'article 10 de l'arrêté royal précité est remplacé par la disposition suivante :

« Le programme du concours de recrutement est établi par le Secrétaire permanent au recrutement après concertation avec le Secrétaire général du Ministère de la Fonction publique et le Chef de Corps. »

Art. 10. Dans l'article 11, alinéa 3, de l'arrêté royal précité, les mots « pour un maximum de six emplois » sont remplacés par les mots « pour les emplois fixés au cadre de mission ».

Art. 4. § 1. Voor de uitoefening van hun in artikel 1, 4^o, bedoelde opdracht blijven de adviseurs onder het gezag van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. Ze oefenen hun opdracht evenwel uit in alle onafhankelijkheid.

§ 2. De bezoldiging van de adviseurs van het Openbaar Ambt blijft ten laste van de begroting van het Ministerie van Ambtenarenzaken.

§ 3. Wat de opdrachten betreft die bedoeld zijn in artikel 1, 1^o, 2^o, 3^o en 5^o, oefenen de adviseurs deze uit onder het gezag van de Secretaris-generaal. Ze oefenen hun opdracht evenwel uit in alle onafhankelijkheid.

Art. 5. De Minister stelt de doeleinden en de oriëntaties van de werkzaamheden vast op gemotiveerd voorstel van de Secretaris-generaal en het Korpshoofd.

Dit voorstel wordt voorafgaandelijk voorgelegd aan het College van Secretarissen-generaal.

De Minister ontvangt de verslagen betreffende de opdrachten die in artikel 1 omschreven zijn. Nochtans voor de in artikel 1, 4^o, bedoelde opdrachten, zullen deze verslagen slechts worden meege-deeld als deze mededeling is voorzien in de overeenkomst bedoeld in artikel 2.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 1990 betreffende de adviseurs van het Openbaar Ambt

Art. 6. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 december 1990 betreffende de adviseurs van het Openbaar Ambt wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Bij het Ministerie van Ambtenarenzaken wordt een Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt opgericht, hierna « Het Korps » te noemen. Dit korps wordt ondergebracht bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken en maakt het Adviesbureau voor organisatie en beheer uit.

§ 2. Het korps beschikt over een definitieve personeelsformatie en een personeelsformatie in opdracht.

Met afwijking van de bepalingen van hoofdstuk II van dit besluit kunnen de betrekkingen van de personeelsformatie in opdracht slechts worden bekleed door de ambtenaren die de volgende voorwaarden vervullen :

- a) titularis van een graad van ten minste rang 13 zijn;
- b) ten minste 9 jaar anciënniteit in niveau 1 hebben;

c) volgens het gezamenlijk advies van de Secretaris-generaal en van het Korpshoofd, de vereiste bekwaamheden bezitten om de opdrachten uit te voeren die bepaald zijn in artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 april 1995 houdende oprichting van het Adviesbureau voor organisatie en beheer en houdende diverse bepalingen betreffende het Korps van adviseurs van het Openbaar Ambt.

§ 3. De personeelsleden bedoeld in § 2, tweede lid, worden aangewezen voor een periode die bepaald wordt door de Minister die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft, met het akkoord, naargelang van het geval, van de betrokken minister.

De aanwijzing is hernieuwbaar. »

Art. 7. Artikel 4, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het dagelijks beheer wordt, onder het hiërarchisch gezag van de Secretaris-generaal, uitgeoefend door een Korpshoofd, die door de Koning aangewezen wordt voor een duur van vijf jaar, op voorstel van de Minister die de Ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft.

Het Korpshoofd handelt, in de uitoefening van deze bevoegdheid, rechtstreeks met de Minister. »

Art. 8. Artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De betrekkingen van adviseur van het Openbaar Ambt zijn uitgesloten van de voorkeurrechten toegekend door de wet van 26 maart 1968 waarbij de werving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd. »

Art. 9. Artikel 10 van het voormelde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het programma van het vergelijkend wervingsexamen wordt bepaald door de Vaste Wervingssecretaris na overleg met de Secretaris-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken en het Korpshoofd. »

Art. 10. In artikel 11, derde lid, van het voormelde koninklijk besluit, worden de woorden « voor ten hoogste zes betrekkingen » vervangen door de woorden « voor de betrekkingen die in de personeelsformatie in opdracht worden vastgelegd ».

Art. 11. Dans les articles 12 et 13 de l'arrêté royal précité, les mots « l'Administrateur général du Service d'administration générale » sont remplacés par les mots « le Secrétaire général ».

Art. 12. L'article 14 de l'arrêté royal précité est remplacé par la disposition suivante :

« Les conseillers de la Fonction publique ne sont pas autorisés à effectuer des missions autres que leurs missions propres. »

Art. 13. Les articles 17 et 18 de l'arrêté royal précité sont abrogés.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 14. Les arrêtés royaux du 1er août 1990, fixant les missions des conseillers de la fonction publique et du 26 septembre 1991 créant et organisant un Bureau-conseil en informatique sont abrogés.

Art. 15. Les informaticiens du Bureau-conseil en informatique exécutent les missions qui leur sont confiées en application de l'article 1er du présent arrêté au sein du Bureau-Conseil en organisation et en gestion comme les conseillers de la Fonction publique.

Art. 16. Les informaticiens du Bureau-conseil en informatique qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté exécutent les missions confiées au Bureau-conseil en informatique, peuvent avoir accès à la carrière de conseiller de la Fonction publique aux conditions fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 17. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
J. VANDE LANOTTE

Art. 11. In de artikelen 12 en 13 van het voormelde koninklijk besluit, worden de woorden « de Administrateur-generaal van de Dienst van Algemeen Bestuur » vervangen door de woorden « de Secretaris-generaal ».

Art. 12. Artikel 14 van het voormelde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het is de adviseurs van het Openbaar Ambt verboden andere opdrachten dan die welke aan hun ambt verbonden zijn, uit te voeren. »

Art. 13. De artikelen 17 en 18 van het voormelde koninklijk besluit worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. De koninklijke besluiten van 1 augustus 1990 tot vaststelling van de opdrachten van de adviseurs van het Openbaar Ambt en van 26 september 1991 tot oprichting en organisatie van een Adviesbureau voor informatica worden opgeheven.

Art. 15. De informatici van het Adviesbureau voor informatica voeren de opdrachten uit die hun zijn toevertrouwd in uitvoering van artikel 1 van dit besluit bij het Adviesbureau voor organisatie en beheer zoals de adviseurs van het Openbaar Ambt.

Art. 16. De informatici van het Adviesbureau voor informatica, die, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit de opdrachten uitvoeren, die zijn toevertrouwd aan het Adviesbureau voor informatica, kunnen worden toegelaten tot de loopbaan van adviseur van het Openbaar Ambt onder de voorwaarden vastgelegd bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 17. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J. VANDE LANOTTE

F. 95 — 1050

[C — 290]

6 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 8 mars 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 mars 1995;

Vu l'accord du Conseil des Ministres, donné le 17 mars 1995;

Vu le protocole n° 214 du 22 mars 1995 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant d'une part que le Bureau-conseil en organisation doit être rattaché au Secrétariat général du Ministère de la Fonction publique compte tenu du rôle de ce Bureau et d'autre part qu'il importe d'adapter formellement l'arrêté royal du 19 septembre 1994 pour préciser que le personnel de la Régie des Bâtiments demeure au sein de la Régie et n'est pas transféré au Ministère de la Fonction publique et ce, compte tenu de la loi du 7 avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments;

N. 95 — 1050

[C — 290]

6 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 8 maart 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Ministerraad, gegeven op 17 maart 1995;

Gelet op het protocol nr. 214 van 22 maart 1995 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende enerzijds dat het Adviesbureau voor organisatie moet worden aangehecht bij het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Ambtenarenzaken, rekening houdende met de rol van dat bureau en anderzijds dat het koninklijk besluit van 19 september 1994 formeel dient te worden aangepast om te bepalen dat het personeel van de Regie der Gebouwen bij de Regie blijft en niet wordt overgeplaatst naar het Ministerie van Ambtenarenzaken, en dit rekening houdend met de wet van 7 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen;